

Bruxelles • Les 250 millions d'euros de TVA de la station d'épuration Sud viendront-ils grossir le budget ?

## PS et MR enlisés dans la politique de l'eau

Si la querelle MR-PS a baissé d'un ton, il n'y a toujours pas d'accord sur la politique de l'eau en Région bruxelloise. Le débat, très technique, reste très politique !

Trois bureaux de la Conférence bruxelloise, trois séances plénières de ladite Cobru, six conseils des ministres et six ou sept intercabinets ne sont pas arrivés (depuis la mi-mai) à débloquer le dossier de la rationalisation du secteur de l'eau en Région bruxelloise. Jeudi matin, à l'occasion de la réunion hebdomadaire de l'exécutif, les ministres régionaux ont, une nouvelle fois, dû constater leurs divergences. Ils se reverront ce matin, après avoir confié à leurs techniciens le soin de (re)brasser leurs chiffres.

Pour rappel, il s'agit de fusionner les trois (ou deux des trois) intercommunales actuellement en charge de la collecte; de l'épuration et de la distribution de l'eau à Bruxelles. Outre les impératifs européens de « prix vérité », le gouvernement régional tente, par ce biais, d'assurer la pérennité financière du secteur et, au passage, de voir 25 millions d'euros arroser le budget 2003 et 250 millions supplémentaires dans les vingt ans !

Comment réaliser ce prodige ? En cédant les actifs du secteur (actuellement aux mains de la Région) à un opérateur intercommunal et, de facto, en récupérant la TVA sur les ouvrages construits et à construire.

Rien que pour la station d'épuration Sud, mise en service aux confins d'Uccle et de Forest, le jackpot est de 25 millions d'euros : c'est « la TVA historique ». Mais le dossier de transfert doit impérativement être bouclé avant la fin de l'année. Autant dire que, vu la complexité de l'opération, la décision politique doit être prise sur-le-champ. Et c'est bien ce qui indispose l'opposition Ecolo-CDH, mais aussi le partenaire socialiste du ministre Gosuin (MR), en charge du dossier.

Dans un premier temps, c'est la Cobru qui devait entériner le montage. Mais, on le sait (nos éditions précédentes), l'affaire est revenue devant le conseil des ministres, afin que celui-ci entérine les chiffres de Gosuin. Sans succès, jusqu'ici.

La polémique est très technique. Didier Gosuin affirme que son dossier est « béton ». Il a été conçu en collaboration avec les meilleurs avocats et fiscalistes du secteur. Qui plus est, il aurait reçu la bénédiction du fédéral, par le biais du commissaire Alain Zenner et du ministre Didier Reynders. Mais les autres partis demeurent dubitatifs.

Hier après-midi, le CDH a interpellé le ministre Reynders à la Chambre, sur le sujet. Questions de l'opposition : le plan Gosuin a-t-il son aval et celui-ci a-t-il fait l'objet d'une procédure de « ruling » informel (opération consistant à demander à l'administration un avis préalable sur une opération envisagée par un pouvoir public) ? Didier Reynders a confirmé que *la cession, avant le 31 décembre 2002 d'une station d'épuration dont la première utilisation se situe au mois d'août 2000, peut valablement avoir lieu sous le régime de la TVA. Mais de préciser qu'aucun ruling ni accord n'a été donné sur la base d'une transaction concrète; aucun projet d'acte n'a d'ailleurs été donné...*

D'aucuns se demandent par ailleurs si le transfert à un opérateur intercommunal ne recèle pas des effets financiers secondaires, pour les communes et/ou les consommateurs (par exemple la levée d'une TVA de 6 % sur la taxe régionale sur l'eau).

Enfin, dernier sujet de friction (MRPS), le transfert d'un fonds de 20 millions d'euros (alimenté par les factures des Bruxellois) au nouvel opérateur. C'est que, même si la Cour des comptes soutient que cette somme doit être affectée à des politiques liées à l'eau, dans les faits, il entre dans la « manne globale » de la Région, dans le calcul du solde net à financer. Décaisser cet argent n'est donc pas innocent, au moment où s'élabore le budget régional 2003. Un budget difficile ! Quelque 250 millions d'euros de financements nouveaux auraient été déjà enregistrés à ce jour...

William Bourton